



PAUVRETE ET PROBLEME DE L'INCLUSION FINANCIERE DES ENTREPRISES RURALES A MADAGASCAR

¹RASOAZANATODY Norohanta Alexandrine, ²TSILAOSANA Leila Dolly, ³TOTOBESOLA

Wilfrid Henri Elko, ⁴BELA Christian

(1,2,3): Doctorants en Sciences Sociales, Université de Toliary Madagascar

(4): Professeur en Economie, Université de Toamasina

Résumé

Le rôle des entreprises dans le développement économique d'un pays n'est plus à démontrer. Les pays développés d'aujourd'hui ont considéré le développement de leurs entreprises pour participer à la production nationale, qui n'est autre que la base de l'économie. Notre problématique est basée sur les enjeux de la pauvreté sur l'inclusion financière des PME rurales. Notre question se pose comme suite : comment expliquer les enjeux de la pauvreté l'inclusion financière des entreprises rurales? A ce propos, l'objectif est d'analyser des effets de la pauvreté à Madagascar sur l'inclusion financière des entreprises rurales, afin de proposer des perspectives face au contexte actuel. Pour se faire, 220 entreprises ont été enquêtées. Les données ont été traitées sous Word et analysés au logiciel SPSS. Nos résultats ont montré que : (i) la majorité des entreprises ciblée est de taille moyenne (48%), sur laquelle peu d'entre eux inclus financièrement. (ii) Une grande partie des entreprises a été existé depuis moins de cinq ans, c'est encore récent. Ainsi la majorité des entreprises ont jugé positivement l'importance du financement par circuit bancaire. (iii) Dans la réalité, malgré l'importance vis vers ça pour la banque et les entreprises, plus de la moitié des enquêtés ont confirmé que parfois qu'ils déjà se heurter d'une situation d'impayé leur prêt bancaire. En effet, Madagascar est parmi des pays à faible taux de bancarisation en Afrique. Sur ce, les externalités de la pauvreté face à la viabilité financière sont expliqués par le fait que la pauvreté, facteur déterminant de la faible performance des banques d'une part, et le contexte du monde rural comme faiblesse et opportunité pour les banques d'autre part. Alors, face au contexte de la pauvreté du monde rural malgache, quelles perspectives doit-ont envisagé pour améliorer le niveau de l'inclusion financière malgache?

Mots clés : entreprises rurales, Madagascar, pauvreté

Abstract :

The role of business in a country's economic development is well established. Today's developed countries have considered the development of their businesses to participate in national production, which is nothing other than the basis of the economy. Our problem is based on the challenges of poverty and the financial inclusion of rural SMEs. Our question is as follows: how can we explain the challenges of poverty and the financial inclusion of rural businesses? Our objective is to analyze the effects of poverty in Madagascar on the financial inclusion of rural businesses, in order to propose perspectives for the current context. To this end, 220 businesses were surveyed. The data were processed in Word and analyzed using SPSS software. Our results showed that: (i) the majority of targeted

businesses are medium-sized (48%), with few of them financially included. (ii) A large proportion of the companies had been in existence for less than five years, which is still recent. As a result, the majority of companies were positive about the importance of bank financing. (iii) In reality, despite the importance of bank financing for both banks and businesses, more than half of those surveyed confirmed that they sometimes find themselves in a situation where their bank loan is in arrears. Indeed, Madagascar is one of Africa's low-banking countries. The externalities of poverty on financial viability are explained by the fact that poverty is a determining factor in the poor performance of banks on the one hand, and the rural context is both a weakness and an opportunity for banks on the other. So, given the context of poverty in rural Madagascar, what prospects should be envisaged to improve the level of financial inclusion in Madagascar?

Key words: Madagascar, poverty, rural businesses,

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13957432>

1. Introduction

Le pauvre est celui qui, de façon permanente ou temporaire, se trouve dans une situation de faiblesse, de dépendance, d'humiliation caractérisée par la privation des moyens, variables selon les époques et les sociétés, de puissance et de considération sociale : argent, relation, influence, pouvoir, science, qualification technique, honorabilité de naissance, vigueur physique, capacité intellectuelle, liberté et dignité personnelle (Michel Mollat, 2016). Par contre, les institutions financières sont importantes dans le fonctionnement du système économique et leur apport bénéfique à la croissance à travers le financement de l'innovation, depuis des siècles (Schumpeter, 1912). Il met en exergue l'action de l'entrepreneur capitaliste dont l'apparition est liée à la volonté de réaliser des profits, par modifications technologiques de la production et de la distribution. Des constats dans les pays pauvres que développés ont montrés que la difficulté d'accès aux services financiers fait partie des facteurs déterminants du faible niveau de développement des économies des pays. Par ailleurs, la viabilité de ces institutions repose essentiellement sur l'efficacité de leur politique de crédit qui, par conséquent, sera l'élément moteur pour le bon fonctionnement de leurs activités. La problématique s'intéresse à poser la question suivante : comment expliquer les enjeux de la pauvreté l'inclusion financière des entreprises rurales? En effet, l'objectif de ce travail de recherche consiste à faire l'analyse des effets de la pauvreté à Madagascar sur l'inclusion financière des entreprises rurales, afin de proposer des perspectives face au contexte actuel. A ce propos, nous avons émis une seule hypothèse de travail qui sert à vérifier que si la pauvreté constitue comme faiblesse et opportunité pour les banques.

2. Matériel et Méthode

2.1. Matériels de l'étude

2.1.1. Définitions de la viabilité bancaire

Les institutions financières sont considérées comme un outil de lutte contre la pauvreté dans le monde. Il est par conséquent important d'assurer la viabilité, voire la pérennité des institutions financières et de renforcer la compréhension des mécanismes spécifiques visant à promouvoir les activités de crédit et d'épargne (Sakho, 2004). En effet, la viabilité au Sénégal peut être perçue sous trois angles : l'angle institutionnel, social et financier.

2.1.2. Mesure de la viabilité

Il existe plusieurs indicateurs permettant de mesurer la viabilité financière. Parmi ceux-ci nous pouvons noter essentiellement le ratio d'autosuffisance opérationnelle et le ratio d'autosuffisance financière.

2.1.2.1. Autosuffisance opérationnelle

Les institutions financières font face à trois types de coût à savoir les charges d'exploitation, les provisions pour les créances douteuses et les charges financières (Boyé S. et al., 2006). L'autosuffisance opérationnelle est un indicateur essentiel qui évalue la capacité d'une institution financière de couvrir ces trois types de charges.

2.1.2.2. Ratio de l'autosuffisance financière

L'autonomie financière indique que les produits générés globalement (hors subventions de toute nature) sont suffisants pour couvrir l'ensemble des charges d'exploitation, les dotations pour créances douteuses ainsi que les charges financières. Cependant, Gibbons et Meehan (1999) considèrent que l'autonomie financière est définie comme la capacité d'une institution financière à couvrir l'intégralité de ses charges de fonctionnement en prenant en compte les divers ajustements relatifs à l'inflation et aux subventions explicites et implicites. Par conséquent, les charges de financement de l'institution financière seraient alors égales à ses emprunts moyens sur l'année multipliés par le taux de l'emprunt sur le marché. L'inflation a pour effet de réduire la valeur de fonds propres de l'institution financière en termes réels à l'exception des immobilisations comme les terrains et les bâtiments dont la valeur réelle n'est pas affectée par l'inflation. L'institution financière doit donc générer des revenus suffisants pour compenser l'effet de l'inflation sur ces fonds propres nets de ses immobilisations.

2.1.2.3. Les ratios de rentabilité

Pour apprécier la viabilité d'une institution, on a recours à plusieurs ratios tels que les ratios de rentabilité ou encore les ratios de couverture de charge d'exploitation. Pour être plus pratique, nous allons retenir les ratios de couverture des charges d'exploitation utilisées souvent pour analyser les institutions financières dans les pays africains. Cette couverture des ratios peut être analysée sous deux points: (i) le ratio de couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation : Il permet de mesurer la capacité d'une institution à faire face à l'ensemble de ses charges d'exploitation par les revenus financiers réalisés par son activité, et (ii) le ratio de

couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation hors subvention : il permet de mesurer la capacité d'une institution à réaliser des revenus issus uniquement de son activité. Ces ratios permettent donc d'apprécier ou d'évaluer la capacité des institutions financières à couvrir l'ensemble de leurs charges par les revenus qu'elles génèrent.

2.2. Méthodologie adoptée

2.2.1. Documentation

Dans le cadre de cette étude, la recherche documentaire s'est effectuée par des différents niveaux. En effet, nous avons mené des recherches bibliographiques auprès de diverses bibliothèques. Ensuite, afin de cerner les différents aspects de la situation sur notre sujet, nous avons eu recours à la consultation des sites web via l'internet. Cela nous a aidés à répondre à diverses questions dans le domaine du circuit bancaire au niveau mondial, en Afrique et à Madagascar en particulier. En fin, nous avons procédé à des visites et consultations de divers responsables au niveau de l'administration et des services concernés, tels que l'institut nationale de la statistique, le Ministère de l'économie et du plan, ainsi que des acteurs dans des entreprises ayant pratiqué au moins une fois le financement de leurs activités via les institutions des Microfinances. Cette dernière démarche a été possible grâce à l'accord des divers responsables.

2.2.2. Enquête auprès des entreprises et traitement des données

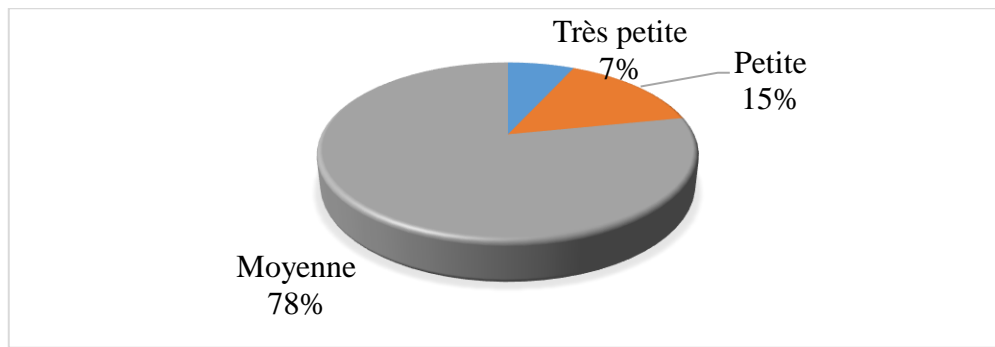
Pour réaliser cette étude, nous avons réalisé une enquête auprès de la population cible qui sont les ménages et les banquiers, afin de collectés les informations venant de la population cible. Cette démarche a été guidée par un questionnaire d'enquête reflétant l'analyse de la problématique. Cette fiche sera présentée en annexe. Le type d'enquête choisi est la méthode des "groupes". Étant donné que Madagascar est composée de 22 régions, nous avons choisi au hasard 10 entreprises à enquêter pour chaque région pour assurer la représentativité des résultats. Cela nous a permis d'obtenir un nombre total de 220 entreprises qui forme notre taille d'échantillon. Ainsi, les données recueillies ont été saisies sous Windows Word et Excel et analysées avec le logiciel SPSS.

3. Résultats

III.1. Contexte général des entretenus

En général, les entreprises enquêtées se différencie d'une à l'autre, vue leur région d'implantation et environnement externe. Nous allons présenter dans le tableau suivant la répartition des enquêtés selon leur taille.

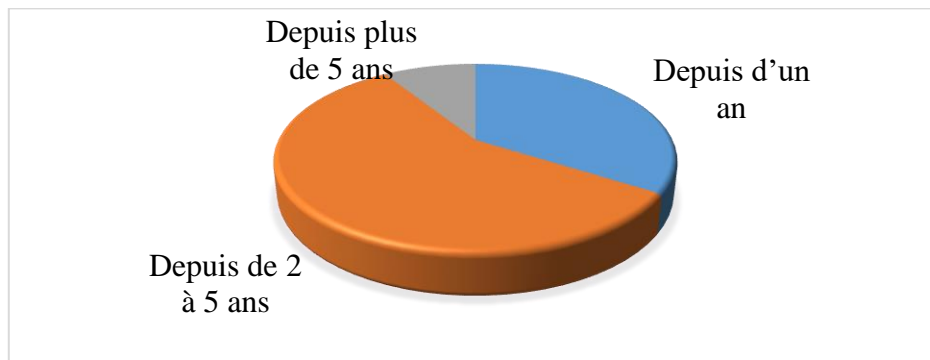
Figure 1. Taille des entreprises



Source: Auteur, 2020.

Ce tableau montre que la majorité de l'entreprise interviewée (74%) sont de Moyennes (par ses activités, son capital et le nombre des employés). En revanche, seulement 7% sont considérés comme Très petites. Environ 15% sont des entreprises à taille petites.

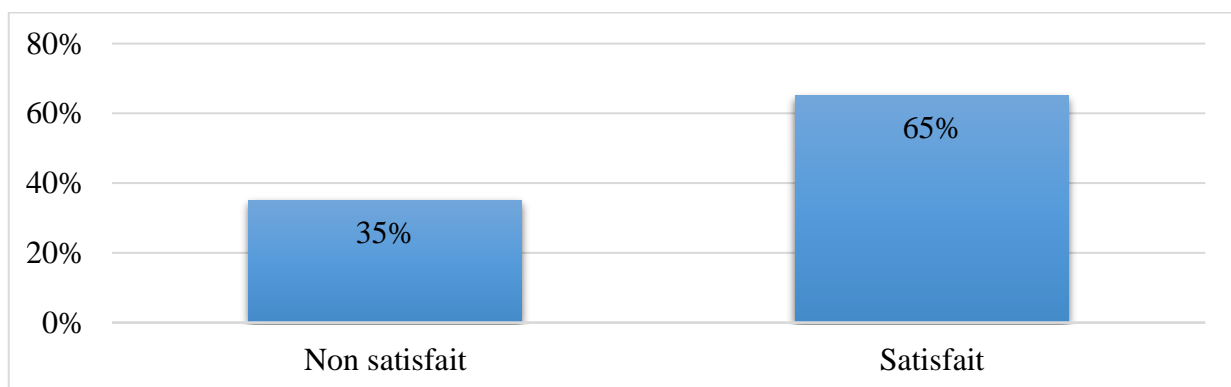
Figure 2. Période de financement via institution financière



Source: Auteur, 2020.

Ce résultat nous affirme que près de la moitié des enquêtés ont financé leurs activités par le circuit bancaire depuis de deux à cinq ans. Tandis que, ceux qui sont classés comme moyenne utilisaient ce financement depuis plus longtemps, alors que les très petites l'utilisaient depuis moins d'un an.

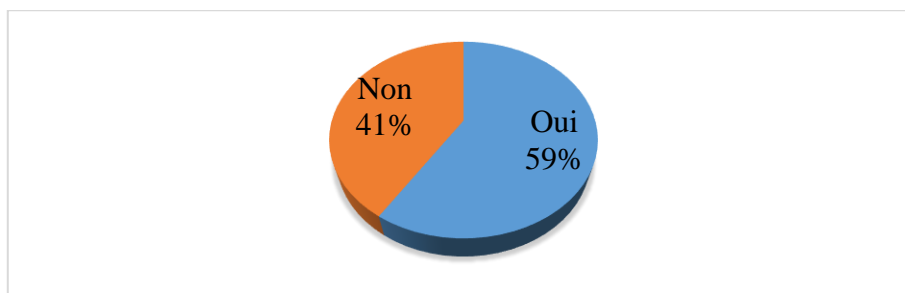
Figure 3. Adéquation services offerts par des institutions financières



Source: Auteur, 2020.

Ce tableau nous montre qu'une grande partie des enquêtés confirmaient qu'ils ont satisfaits du financement de leurs activités par l'intermédiaire de banques.

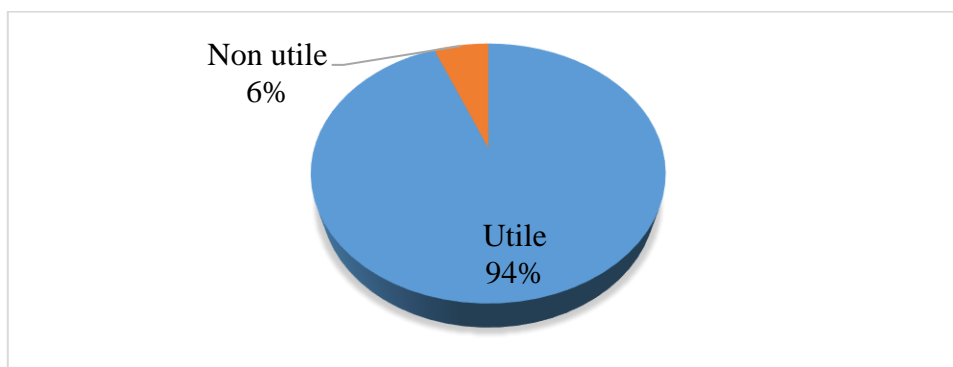
Figure 4. Insolvabilité des entreprises



Source : Auteur, 2020.

Dans la réalité, malgré l'importance vis vers ça pour la banque et les entreprises, plus de la moitié des enquêtés ont confirmé que parfois qu'ils déjà se heurter d'une situation d'impayé leur prêt bancaire.

Figure 5. Avis sur l'utilité des institutions financières



Source : Auteur, 2020.

Nos résultats ont montré que la quasi-totalité des entreprises confirment que les activités bancaires sont nécessaires pour assurer le développement dans le pays pauvre, comme Madagascar.

4. Discussion des résultats et perspectives d'avenir pour Madagascar

4.1. Précarité de l'inclusion financière à Madagascar

Les institutions financières peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'inclusion financière, notamment en fournissant des services financiers et de crédit aux moyennes et grandes entreprises, ce qui peut stimuler davantage la croissance et créer des emplois » d'après toujours cette étude qui précise qu'actuellement, le secteur bancaire de Madagascar se caractérise par des niveaux élevés de rentabilité mais de faibles niveaux de pénétration bancaire. Par rapport aux pays pairs d'Afrique, on estime qu'il n'y a que 97,3 comptes de dépôt pour 1 000 adultes, un niveau comparable à celui de pays tels que le Soudan du Sud et le Tchad. Moins de 3 pour cent de la population ont accès au crédit bancaire (King, R. G. et R. Levine, 1992). Ce faible taux de pénétration s'explique notamment par le fait que les banques opérant à Madagascar appliquent des frais de tenue de compte élevés. Ce qui dissuade les clients potentiels, en particulier en raison de la pauvreté généralisée. Les exigences pour l'ouverture d'un compte constituent également un

obstacle, comme la nécessité de présenter des documents d'identification qui peuvent être coûteux. À l'instar des IMF, les banques doivent également avoir des agences mais qui sont regroupées dans des zones urbaines. L'extension vers les zones rurales coûte cher pour les banques alors que la clientèle potentielle est faible. Ces facteurs ont un effet d'entraînement sur le crédit bancaire, selon toujours cette étude. « Premièrement, parce que les banques ont du mal à attirer des dépôts, le coût du financement des banques est élevé et les prêts sont risqués. Par conséquent, les banques ne proposent que des crédits à taux d'intérêt élevés. Deuxièmement, les banques sont découragées de proposer des crédits aux candidats qui n'ont pas d'antécédents de crédit formels et qui ne peuvent offrir des états financiers de qualité suffisante. Le bureau privé d'information sur le crédit devrait aider à résoudre cette situation. Troisièmement, beaucoup de Malgaches ne peuvent offrir suffisamment de garanties ou – s'ils le font – l'opposabilité de cette garantie devant les tribunaux est mise en doute. Les préoccupations concernant les garanties ont été accentuées par l'absence d'un registre de garanties centralisé. Quatrièmement, la demande de crédit est limitée, étant donné que beaucoup de micro-entreprises n'ont pas de modèle d'entreprise qui peut être rentabilisé ou n'ont pas l'esprit d'entreprise pour étendre leurs activités ».

4.2. Externalités de la pauvreté face à la viabilité financière

Le mot « externalité » est généralement utilisé dans le cadre de l'économie de l'environnement. Il signifie la répercussion de l'action d'un agent pour l'activité d'un autre agent. Ces externalités peuvent être positives et améliorer le bien-être des agents. Mais elles peuvent aussi avoir une valeur négative si elles réduisent le bien-être sans compensation financière.

4.2.1. Pauvreté, facteur déterminant de la faible performance des institutions financières

Selon la banque Mondiale, seulement moins de 10% des Malgaches ont un compte de dépôt. Ce qui place le pays, parmi les moins performants en Afrique subsaharienne. Cette situation est l'objet des plusieurs recherches qui ont mis l'accent sur l'inclusion financière.

Comme nos résultats ont montré, la majorité des entreprises, surtout les très petites et moyennes ont rencontré des différents problèmes pour la survie de leurs activités. La situation nationale de la pauvreté est le premier facteur de ce problème. Certaines entreprises n'arrivent pas à rembourser leur prêt bancaire, car leur recette n'est pas en mesure de couvrir leur dépense. Cette situation d'impayé ou non remboursement des intérêts se répercute indiscutablement à la ressource financière de la banque emprunteur, et rend faible sa performance. L'envergure de ce problème est traditionnellement le premier souci de banques, même si elles demandent la garantie aux prêteurs. Car parfois, le problème de fluctuation via l'inflation à l'intérieur du pays valide l'incertitude des dirigeants des banques. En effet, comme la pauvreté ne cesse à gagner de place à Madagascar, l'asymétrie d'information règne et menace sur le marché financier. Dans leur majorité, le non recouvrement des crédits dus au non remboursement des entreprises font les

banques dans une situation d'inefficacité financière. Alors que la généralisation de ce contexte rend fragile leur viabilité financière. En outre, la domination des secteurs informels à Madagascar constitue le frein au développement activité bancaire, car ils ne peuvent pas accepter de donner des crédits sans assurance administrative. Alors que la grande majorité des entreprises, surtout les plus petites, sont en situation informelle. Certes, des expériences dans des autres pays en développement ont montré que la situation de la pauvreté est parfois une opportunité des institutions financières pour développer leurs activités. À cet angle, la banque peut exploiter la situation des entreprises dans des pays pauvres, expliqué par le besoin de financement d'une part, et la possibilité d'orientation des politiques visant de marché sur l'agriculture par exemple (qui concerne 75% de la population à Madagascar).

4.2.2. Pauvreté du monde rural et possibilité d'améliorer les services des IFM

Le développement en termes d'effectifs et lieux d'implantation des banques à Madagascar, comme dans des autres pays pauvres, explique leur intérêt dans le contexte de pauvreté. La réalité dans les pays pauvres reflète l'étendue des activités qui ont besoin de financement. En outre, le marché financier est encore large et profitable, dans le sens où Madagascar est composé de 22 régions et plusieurs entre elles sont des zones productrices des produits de rente et exportables. La tension de la concurrence entre les entreprises de même taille favorise le besoin de plus en plus de financement bancaire. Compte tenu de la satisfaction des entreprises, qui est de 65% de notre cas, rend plus nécessaire les banques dans le développement des activités

IV.4.1. Perspectives en vue de développer l'environnement de l'entrepreneuriat : orientation des offres des institutions financières vers le monde rural

À Madagascar, plus de 70% de la population vit dans le monde rural, et environ 80% entre eux ont comme principale activité l'agriculture. En effet, pour assurer leur viabilité financière qui est liée à la capacité de se survivre par les entrées, les banques doivent orienter leurs cibles vers le monde rural, ainsi que définir une promotion des crédits à l'agriculture. Cette approche doit être accompagnée par des mesures adéquates pour que les agriculteurs lui fassent confiance en retour. Cela s'avère être indispensable, dans le sens où peu d'action sur l'éducation financière dans ce monde. Prenons par exemple : la banque peut faire un rapprochement aux agriculteurs, avant le collecte de produit vanille pour mener une action de sensibilisation sur l'importance de banques. Cette orientation n'est pas nouvelle, car il y avait un moment à Madagascar, une banque à donner de faveur pour les agriculteurs. C'était le cas de BTM ou Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra. Vu la hausse du prix de la vanille, surtout dans les zones de côte nord-est de Madagascar, la demande d'avoir une banque serait donc une question incontestable.

Conclusion

L'importance de cet article réside dans le fait qu'il donne un aperçu sur les enjeux que représente la situation de la pauvreté face à la viabilité bancaire à Madagascar. Elle contribue aussi à l'avancement du défi du développement à travers les perspectives et les recommandations sur le marché financier de Madagascar. Des expériences dans les pays émergent et développés ont montré que les institutions financières constituent de piliers au développement économiques en assurant le financement des entreprises. Les réalités ont reflété que dans le premier temps, le contexte de la pauvreté fragilise la viabilité financière des banques, car peu d'entreprises ont le pouvoir de rembourser leur prêt bancaire. Alors que ce dernier constitue la base de survie et de recouvrement des charges pour les banques, quel que soit leur nature. En situation de pauvreté, les entreprises ont mal à dégager de marge bénéficiaire assez suffisante pour ses survies. Cette situation influence le niveau d'investissement et favorise le risque d'impayé de crédits. Par contre, les banques peuvent profiter à leur tour la situation à Madagascar, vue l'étendue du marché encore moins saturé et l'existence des produits de rente, sources de revenus stable pour les agriculteurs. Malgré cette situation profitable pour les banques, des constats ont montré que les pauvres sont généralement exclus du crédit bancaire, parce qu'ils ne sont pas en mesure de fournir des garanties matérielles suffisantes, et aussi parce que les coûts de sélection, de surveillance et d'incitation sont très importants pour que l'activité soit rentable pour les banques. Ainsi, à l'instar des méconnaissances financières et la remontée du secteur informel, l'asymétrie d'information constitue un élément de base d'hésitation de certaines entreprises à choisir leur mode de financement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] King, R. G. et R. Levine, (1992), "Financial Indicators and Growth in a Cross section of Countries", World Bank Policy Research, Working paper, n° 819.
- [2] Levine, R., (1998), "The Legal Environment, Banks, and Long-Run Economic Growth", *Journal of Money, Credit, and Banking*, 30:596-613.
- [3] Razafindrakoto M., Roubaud F., « Les multiples facettes dans un pays en développement : le cas de la capitale Malgache », document de travail, DT/2001/07.
- [4] Schumpeter, J. A., (1912), *Theorie der Wirtschaftlichen Entwicklung*. Leipzig: Dunker et Humblot, [The Theory of Economic Development, 1912, traduit par R. Opie. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1934.]
- [5] Loi 2004-001 relative aux régions » [archive], sur www.assemblee-nationale.mg, 17 juin 2004.
« Constitution de 1992 révisée 2007 » [archive], sur assemblee-nationale.mg, 27 avril 2007, art. 138.